**Vœux du ministère de l’Agriculture et de la souveraineté alimentaire**

**15 janvier 2024**

- Je vous propose d’essayer de vous répartir. Comme il y a encore un peu de monde dehors, on va attendre, mais comme on est déjà un petit peu serrés… Il y a de la place par là.

- Marc Fesneau : Mesdames, Messieurs les parlementaires, députés européens, sénateurs et députés nationaux, Mesdames, Messieurs les présidents et directeurs, Mesdames, Messieurs les responsables de l’agriculture, de l’agroalimentaire, de la distribution, de la forêt… ça y est, comme j’ai fait une énumération, j’ai pris un risque… Voilà, Mesdames, Messieurs les membres de l’administration de ce beau ministère de l’Agriculture et de la souveraineté alimentaire, d’abord, vous remercier de votre présence nombreuse… Je veux dire une deuxième fois nombreuse parce que vous étiez convoqués jeudi dernier. Il m’a semblé qu’il était plus opportun, même si j’ai fait d’autres vœux la veille, par prudence… Ce n’est même pas une question de prudence, c’est une question de décence et de logique des choses, d’attendre que les choses soient plus au clair, pour vous présenter mes vœux et ceux du ministère de l’Agriculture. Merci de vous être remobilisés, d’une certaine façon, pour être présents aujourd’hui.

Le président de la République a placé 2024 sous le signe de la fierté française qui doit être pour moi celle de la culture, de la forêt et de l’alimentation.

J’évoque d’abord le mot de fierté parce que, au fond, il est impensable de penser la France, son identité, son histoire, sa puissance économique, sa puissance de rayonnement, sans la lier à notre histoire agricole et à notre agriculture, et quand je dis ça, c’est aussi à nos agriculteurs que je pense, et le ministre d’Henri IV, Sully, qui a donné le nom à cette salle, dans laquelle j’ai le plaisir de vous accueillir aujourd’hui, ne disait rien d’autre en évoquant, même si, maintenant, ça paraît un peu désuet, l’importance essentielle du « labourage et du pâturage » pour la France. Il l’avait dit, et même s’il faut le revisiter, les choses sont d’actualité. L’époque est évidemment différente, quelques siècles ont passé, nous sommes désormais en République, mais l’importance de l’agriculture reste prééminente pour moi. Nous avons parfois des incertitudes parfois ressemblantes à ce qui a été dit à l’époque, parfois des complexités et des incertitudes neuves, je pense, notamment pas à la question climatique, parce que l’histoire agricole est peuplée d’évènements climatiques, mais le dérèglement climatique est un facteur puissamment nouveau sur lequel il faut nous interroger. Et aussi un élément nouveau qui est qu’une partie des Français et des Françaises ont peut-être perdu de vue cette évidence, cette importance, je ne leur en fais pas un grief, mais c’est un élément sur lequel il faut aussi réfléchir, et la question de la fierté est évidemment une question importante. D’abord, vous dire que, si on a perdu un peu ce fil, c’est d’abord parce que, à force de délaisser le temps long et de vivre parfois trop au rythme de l’actualité et des réseaux sociaux, on a délaissé l’essentiel, répondu parfois… Il y a un peu d’écho, non ?

C’est dans la galerie. Je laisse la sono s’en occuper tandis que je continue. Quand on est trop dans les injonctions du moment, on perd l’essentiel, c’est-à-dire le temps long, et on en a besoin, et on se perd tout court, me semble-t-il, et nous avons besoin, avec vous, nous, responsables publics, de regarder ce que le temps de l’immédiateté et de regarder les injonctions de la société dans laquelle nous vivons et de penser dans le pas de temps, quand on veut penser agriculture, alimentaire, chaîne alimentaire, dérèglement climatique. On a deuxièmement un peu oublié dans notre pays, et sans doute dans nos sociétés profondément urbanisées, la spécificité de ce métier connecté aux cycles de la nature et du vivant et par conséquent dépendant de ce que ces cycles offrent et permettent ou n’offrent pas ou ne permettent pas, ce qui aboutit à entendre certaines personnes dire tout et parfois un peu n’importe quoi sur ce sujet. L’autre jour, on m’interrogeait en me promettant un plateau… je ne me précipite jamais quand on me le propose du jour au lendemain… pour commenter la vague de froid qui s’annonçait sur la France. D’abord, je n’avais pas tout à fait de certitude sur la nature du mot, et je me suis demandé ce qu’allait faire le ministre de l’Agriculture pour empêcher le froid sur les cultures. Il me semblait qu’il n’était pas si mal qu’il fasse froid l’hiver et que c’était plutôt une bonne nouvelle dès lors que c’était dans des proportions raisonnables. Tout ça pour illustrer que, parfois, il y a une grande déconnexion. Et dernier élément, trop souvent, on déprécie ce que vous faites, ce que vous êtes, votre engagement dans les grandes transitions climatiques et écologiques et l’importance que vous allez avoir dans la préservation de la biodiversité, et souvent, on décourage plutôt qu’on encourage. On dénigre plutôt qu’on montre le chemin parcouru et qui reste à parcourir, et nous avons besoin d’être ensemble dans la fierté de ce qu’on a retrouvé. C’est un élément important. Et nous avons un concept qui n’est pas à oublier, qui est peut-être à renouveler, c’est de penser le concept de souveraineté. Le ministère s’est vu adjoindre le titre de souveraineté alimentaire, ce n’est pas simplement pour mettre des mots derrière des mots, mais aussi pour penser notre agriculture dans les transitions qu’elle doit opérer mais aussi dans la nécessité qu’elle a de retrouver, de recouvrer, d’assurer, d’assumer la nécessité de la souveraineté alimentaire et de la sécurité alimentaire. Dans le monde dans lequel nous avons vécu ces dernières décennies, nous avons peut-être pensé que c’était un acquis, et ça n’est pas un acquis que celui de la sécurité alimentaire et de la souveraineté alimentaire, et au moment où un certain nombre de gens s’en servent d’une arme, je vous invite à nous réarmer, intellectuellement et économiquement. Cette perte de repères n’est pas nouvelle mais s’est accélérée et sédimentée sans doute ce qui fait que le monde agricole parfois ne comprend pas très bien et cherche notre volonté et notre cohérence. Quelques mots sur les risques que nous avons devant nous : géopolitiques, climatiques, économiques, qui viennent s’alimenter les uns et les autres et qui mettent le poids des difficultés qui pèsent parfois sur les épaules des agriculteurs, auxquelles on a déjà commencé à apporter des réponses qui, par nature, produisent leurs effets dans la durée, et je vous le dis pour regarder ce qui parfois nécessite de le penser dans le moyen et le long terme. La période que nous vivons est charnière et l’année qui s’ouvre particulièrement importante. Vous en avez pleinement conscience, tout comme moi. Je voudrais commencer… rassurez-vous, ça ne doit pas durer une demi-heure… commencer par le premier enjeu : les enjeux européens et internationaux. Nous allons avoir une année européenne et pas qu’une année électorale, et une année internationale faite de défis, il faut d’abord repenser au niveau européen le concept de souveraineté alimentaire, y compris dans les politiques qui doivent être menées dans les années qui viennent et qui vont s’ouvrir avec le nouveau Parlement qui sera élu et avec la nouvelle Commission qui sera désignée. Il faut qu’on repense la conception européenne sans naïveté, sans oublier ce qu’est le monde, et qui n’est pas le même monde que celui qui présidait en 2019. En 2019, nous n’avions pas traversé la crise Covid, nous n’avions pas traversé l’idée qu’il y avait une guerre en Ukraine et n’avions pas la perspective d’un monde aussi bouleversé, déréglé et aussi en risques géopolitiques, donc, si nous n’en tirons pas conséquence, nous ferons une erreur tragique. Il faut travailler là-dessus, repenser le concept de souveraineté non comme pas comme un concept d’autarcie, car la souveraineté, c’est la capacité à défendre ses capacités mais en même temps dans un dialogue et une coopération internationale, et beaucoup de filières sont représentées ici qui, parfois, souffrent des questions de commerce et qui, parfois, trouvent à l’extérieur, dans les négociations commerciales extérieures, dans les accords commerciaux internationaux, des éléments importants.

La vocation de production pour nous, consommateurs français, mais il faut aussi repenser la vocation exportatrice. Il y avait, il y a cette année les Jeux olympiques et paralympiques, et même si les contingences des Jeux olympiques font que les espaces pour exprimer les choses sont parfois contraints avec beaucoup de règles et d’organismes qui décident d’à peu près tout sans nous avec le sentiment parfois qu’on ne serait qu’un décor, on va essayer dans cet espace-là de dire quelque chose de ce qu’est l’agriculture pendant les Jeux olympiques et paralympiques, c'est aussi un formidable zoom sur le pays. C’est le moment de parler de la France et donc de son agriculture et de la qualité de ses productions et de leur diversité, et puis nous aurons un deuxième événement qui est connu d’un certain nombre d’entre vous, ce sont les cent ans de l’Organisation internationale du vin. C’est à Dijon, c’est, sans faire de jaloux, toutes les régions viticoles y sont représentées, sinon, j’aurais eu un ennui sur mon flanc gauche… c’est aussi une façon de faire rayonner la France que de mettre en valeur à travers cette organisation, même si ça arrive à l’automne, ce sont des choses importantes sur lesquelles il faudra travailler.

Deuxième chose : il faut que nous acceptions les échanges mais pas à n’importe quel prix. C’est la question des clauses miroirs et de la réciprocité des échanges. Ne le mettons pas dans chaque accord international, mais il y a des sujets sur lesquels il faut s’assurer de la réciprocité et des clauses miroirs qui fassent que nous serions à peu près certains que les conditions de compétition, elles ne seront jamais équivalentes en termes sociaux, salariaux, mais sur un certain nombre de sujets, en particulier le défi climatique pour lequel on demande aux agriculteurs d’être dans la décarbonation, il faut que ce soit posé de la même façon dans les autres pays, sinon, nous importerions le carbone des autres en essayant d’être vertueux chez nous.

Dernier élément sur ces sujets globaux : il faut assumer aussi le fait que nous avons depuis trente ans vu émerger, c’est une partie du défi lié à l’Europe, des puissances agricoles de niveau mondial et sans doute nous n’avons pas assez mesuré les effets sur le dérèglement des marchés et l’organisation des flux. Nous étions habitués à avoir un dialogue, parfois, en tout cas, une compétition avec le continent nord de l’Amérique, et depuis trente ans, les Russes, les Ukrainiens, j’en dirai un mot tout à l’heure, évidemment l’Amérique du Sud, ont pris une place prééminente. On a donc besoin de repenser notre organisation européenne avec cette volonté. Il faut que l’on avance concrètement sur ces sujets. Premier élément au niveau européen, c’est l’acceptabilité des accords commerciaux. Il faut qu’on continue à défendre notre position et qu’on trouve des alliés, car il faut trouver des alliés pour porter cette position, avec une Commission européenne sur les accords internationaux qui a plutôt une propension à être dans le libéralisme. On a donc besoin de travailler avec des alliés et c’est le travail que j’ai fait cette année sur lequel je vais veiller avec une grande importance. Deuxième sujet dans l’espace européen : ne créons pas les conditions d’une concurrence déloyale avec les autres pays, c’est la question des surtranspositions. Nous sommes dans un marché unique avec des règles qui doivent être uniques et dès lors qu’on crée nos propres règles qui créent de la distorsion de concurrence trop forte, il faut travailler sur ces sujets pas à pas. On doit être vigilant sur ces questions de contraintes européennes sur tous ces sujets pour s’éviter d’avoir des règles qui ne s’appliquent pas à d’autres pays. Et sur les grandes transitions, y compris écologiques et y compris par souci d’efficacité, nous avons besoin de règles européennes pour faire en sorte d’avancer en Européens sur ces sujets. Je ne citerai que deux ou trois exemples des combats qu’il faudra mener et des travaux sur lesquels il faudra s’appuyer : la directive sur les émissions industrielles, le règlement sur l’usage des pesticides, et avec le principe que l’Europe soit un amplificateur de souveraineté et un améliorateur de souveraineté dans l’objectif d’amplifier la transition écologique.

Des travaux vont commencer sur la PAC, la réflexion sur la PAC est en train de se déployer et de se développer, je veux saluer le travail d’ailleurs qu’on a fait avec les organisations professionnelles et les services du Ministère en central et en déconcentré pour essayer de mettre en œuvre la PAC dans les meilleures conditions possibles et il me semble qu’on l’a fait dans des conditions beaucoup plus fluides, on va dire ça comme ça, qu’en 2015, même si ce n’est pas un autosatisfecit. Ceci dit, il faudra continuer à le faire, mais je veux saluer ceux qui, en central et en déconcentré pour le Ministère et dans les organisations professionnelles, nous ont aidés à cela. Et en 2024, il y aura la révision à mi-parcours et c’est aussi l’année où va se réfléchir et se préfigurer ce que sera l’après-PAC, l’après-2027, avec : est-ce que les outils seront calibrés comme il le faut par rapport aux défis climatique, géopolitique, de crise ? Et le deuxième élément, le défi qui s’offre à nous, c’est le défi de la présence ou non ukrainienne sur le continent européen, il faut affronter cette question sans naïveté tout en se disant que nous avons géographiquement parlant une puissance agricole majeure qui va peser sur le marché mondial. Je nous invite à nous saisir en termes de réflexion pour faire en sorte que ça crée plutôt une puissance européenne agricole plutôt qu’une compétition interne agricole quel que soit le statut de l’Ukraine. Il faut une vigilance dès cette année, notamment sur un certain nombre de désorganisations de marché, je pense au poulet et aux céréales, où solidarité ne doit pas rimer avec déstructuration complète d’un certain nombre de filières. Il faut à la fois manier la solidarité et en même temps la lucidité vis-à-vis de l’Ukraine et c’est d’ailleurs ce que je suis allé dire dans ce pays qui, évidemment, est dans une difficulté particulière.

Donc, on aura besoin de travailler sur ce sujet. On en aura d’autre, au-delà de la PAC, et je ne vais citer que deux sujets, le premier, c’est la révision du règlement sur les nouvelles techniques génomiques, il faut qu’on arrive à sortir en France de la caricature sur ce débat-là. Ce ne sont pas des ONG au sens où elles étaient présentées il y a quelques années. Ce sont des outils formidables qui permettent la transition, et c’est sous cet angle qu’il faut le faire. Se priver d’une technique dont vont se servir tous les pays du monde avec ce que j’ai dit tout à l’heure des sujets de dérèglement géopolitique, économique et climatique, c’est se priver d’une grande partie de notre capacité à transformer notre modèle. On a besoin de travailler en conscience avec ce qui dit la science, qui dit que c’est plutôt une bonne voie, sur cette question des nouvelles techniques génomiques. Donc, cette année, il faudra éclairer le chemin, le débat. Dernier élément sur la question européenne : j’y suis particulièrement attaché, c’est le sujet de dire à l’Europe qu’elle a besoin, dans un monde qui bouge, d’être plus mobile et plus agile.

Je ne citerai qu’un exemple. J’alerte la Commission sur les conséquences du sujet des jachères sur l’année 2024. C’est impossible qu’on mette neuf mois à poser une réflexion sur ce sujet. Je le dis devant des parlementaires européens. Sur ces sujets-là, on a besoin… quand c’est la guerre, quand c’est la crise, on ne peut pas être dans un temps de trois, six, neuf mois, un an, pour trouver une réaction. C’est quand même, dans la construction européenne… Cette incapacité à décider dans des temps raisonnables, y compris des cycles correspondant aux cycles agricoles, c’est un sujet majeur. Nous allons continuer à travailler sur cette question de la jachère parce que c’est une question pour 2024 et c’est une question de principe. Il faut sortir d’une logique qui est explicite ou implicite ou sous-jacente de décroissance. Nous étions, l’an dernier, nous importions 20 millions de tonnes de céréales, et en 2023, l’an dernier aussi, donc… En 2022, 20 millions de tonnes, en 2023, 40 millions de tonnes. Ça devrait interroger. Moi, en tout cas, ça m’interroge. Ça va peser dans les discussions que j’aurai avec mes collègues européens. Et je suis content qu’on ait eu une coalition autour de la proposition française pour faire, à travers cette position, ouvrir les yeux de chacune et chacun sur cette question de la souveraineté, et c’est valable dans d’autres filière que les céréales. Je voudrais dire enfin quelques mots sur d’autres sujets qui vont nous préoccuper cette année : ce Ministère, d’abord, au sens large du terme, d’ailleurs, a été à vos côtés et aux côtés des filières pendant les grandes crises que l’on a traversées, les crises climatiques, économiques, je le dis sous l’œil du responsable de la filière viticole, même si ce ne sont pas les seuls à avoir été touchés, on a essayé de répondre aux crises. Parfois, on cumule plusieurs crises sur les mêmes filières, parfois sur des filières différentes, parfois, ça fait beaucoup, mais on a besoin de vous accompagner, et j’ai une pensée pour ceux qui ont été touchés en sud, dans l’ex-région Languedoc-Roussillon, notamment, et puis évidemment les Bretons et les Hauts-de-France, touchés par tempêtes et/ou inondations, et un certain nombre sont encore touchés et doivent faire face. Nous commençons à déployer les outils. Mais c’est toujours trop long, je le sais, par rapport aux attentes et à la désespérance, mais on essaye d’avancer sur ces sujets pour débloquer la situation. Et je ne peux pas ne pas avoir aujourd’hui une pensée pour vos collègues, les agriculteurs de La Réunion en particulier, et notamment aujourd’hui, qui sont fortement touchés par un épisode climatique d’une autre ampleur encore que ce que nous avons connu en France, même si ce sont des territoires qui, parfois, connaissent ces évènements, celui-là est plutôt d’un pas de temps décennal, et on les accompagnera donc dans les politiques menées avec aussi le ministère des Outre-mer. Enfin, les crises sanitaires, d’abord pour nous féliciter du travail que l’on a fait sur la question de la grippe aviaire. Disons que, pour l’instant, l’année se passe sous de meilleurs auspices et je voudrais me féliciter du travail qui a été fait avec les filières en termes sanitaires, avec les vétérinaires, avec vos services sur le terrain, avec les services de l'Etat. C’est un travail de longue haleine, et évidemment, on n’est pas au bout, mais j’en parlais l’autre jour avec un certain nombre, on est plutôt sur une trajectoire qui permet de montrer qu’on peut aussi sortir de crises qui ont lourdement impacté, y compris la souveraineté, d’ailleurs, de ces filières, sur lesquelles on aura besoin de reconstruire, mais pour reconstruire, il faut arriver à sortir des épisodes successifs sanitaires. Et puis un épisode qui nous inquiète plus, c’est la MHE sur les bovins, un épisode qui nous inquiète d’une autre façon et sur lequel on sera bien sûr aux côtés des éleveurs. 2023 a donc été marquée par les crises, il y a celles qu’on imagine et il y a celles que l’on ne connaît pas. Celles-là, on peut essayer d’anticiper, de s’y préparer, sécheresse, etc. il n’y a pas toujours des bonnes surprises. On peut avoir une année avec des bonnes surprises. Mais je reconnais que je me dis depuis 2019 qu’il faut être prudent. On ne peut pas dire que, depuis, on n’ait pas eu notre lot de crises.

Ça veut dire travailler sur la résilience, des filières animales comme végétales, et on a mené un travail intéressant sur les questions d’assurance récolte. Il faut poursuivre ce travail. Mais la résilience, ce n’est pas que l’assurance, c’est aussi comment on permet aux agriculteurs de vivre, de se développer dans un système qui leur permet de mieux faire face aux défis qui sont les nôtres. Cette année, il y aura la gouvernance, la réflexion sur le sanitaire, on voit bien qu’on a tout un enjeu de maladies qui est devant nous du fait du dérèglement climatique, évidemment, et donc, il faut repenser la gouvernance, le financement et l’organisation du sanitaire, et c’est valable aussi d’un point de vue végétal. La deuxième chose, c’est évidemment la question de la planification écologique, on a fait beaucoup de réunions avec vous, je n’y reviens pas trop longuement, mais je crois que c’est un outil utile. Ça paraît parfois un peu effrayant quand on regarde les schémas. Je me dis toujours que c’est un travail d’ingénieur. Mais ça n’est pas un reproche que je fais, surtout ici, sur les ingénieurs ! Mais, quand même, parfois, ils sont complexes. Mais en même temps, ça a l’intérêt de montrer justement la complexité, et le y a qu’à, faut qu’on, ça ne peut s’imposer. Si on veut combiner plus de biomasse, de la souveraineté alimentaire, de la transition écologique et de la décarbonation, ce n’est pas aussi simple que des injonctions, et ces dernières ne disent pas la même chose, donc, le sujet à trouver, c’est un point d’équilibre, et la planification est un merveilleux outil pour mettre chacun face à ses responsabilités. Comment on fait pour avoir plus de biomasse par rapport à l’eau, par rapport au phyto, par rapport à la rémunération ?

Si on n’arrive pas à trouver un point d’équilibre, on sera toujours dans le déclamatoire. Donc, il faut qu’on le fasse. Souveraineté et transitions ne s’opposent pas pour moi. Si nous ne trouvons pas les voies de la transition, nous ne trouverons pas non plus les voies de la souveraineté. Le dérèglement climatique pèse lourdement sur un certain nombre de systèmes agricoles et comme on a besoin de trouver de la résilience, notamment à travers l’eau, mais aussi au travers d’une évolution des pratiques notamment. En 2024, il faudra aussi le déploiement des budgets du Ministère avec un enjeu de crédibilité collective, il y a près de 4 milliards sur trois ans… Parfois, à force de parler de sommes comme ça dont on ne sait pas à quoi ça ressemblerait, physiquement, sur une table… On pourrait donner le sentiment que ça n’existe pas, voire qu’on essaierait de recycler des mesures. Mais ce sont des mesures nouvelles, sur la question des phytos, sur la question de la haie, sur la question de la planification territoriale, et j’ai besoin de construire des projets pour crédibiliser notre démarche, et je souhaite aussi qu’on montre, dans ce Ministère, qu’on est les premiers de cordée de la transition. Nous avons des choses à dire sur cette question et sur la part de l’agriculture sur cette question, sur la question du stockage carbone, de la décarbonation, de l’alimentation, de l’eau. Il faut donc qu’on soit proactif pour le faire et c’est ce que nous essaierons de déployer à travers la question de la gestion de l’eau notamment. L’heure n’est plus tout à fait, à mon sens, aux plans et au déclaratif, mais au déploiement. Il faudra que 2024 soit l’année du déploiement du plan eau. On a besoin d’actes sur cette question-là. Ça me permet de faire une petite parenthèse sur le fait qu’une grande partie du frein que je sens très bien ici comme ailleurs, c’est celui de la complexité administrativo-juridico-médiatique… Encore que les médias ne sont pas là pour faire la loi ! Mais enfin, ils pèsent ! On a besoin de travailler sur la simplification. Le président de la République a indiqué, c’était à la galette des rois, je crois, qu’il souhaitait un grand projet de loi de la simplification. Et nous devons prendre notre part. Il y a ce qui est national et européen, et nous avons une propension assez solide à produire nos propres règles, un peu compliquées, mais il faut le faire, à la fois sans démagogie, tout ne peut pas se faire sans règle, mais avec l’idée de remettre en cause tout ce qu’on croit parfois acquis, avec ce qu’on connaît de complexité sur les procédures, etc. Ça ne veut pas dire en rabattre. Mais il faut des process intelligibles pour nos concitoyens et singulièrement pour nos agriculteurs parce que ça nourrit de la colère, et il faudra donc travailler sur cette question, et au-delà de la question de l’eau, globalement, ce sera l’année aussi pour travailler sur des questions d’écophyto, évidemment, conformément à ce qu’on s’est déjà dit à plusieurs reprises, de travailler sur un certain nombre de plans de souveraineté, notamment la poursuite du plan fruits et légumes et je salue l’initiative qu’on a prise l’an dernier sur ce sujet. La semaine dernière, on a travaillé sur les questions de blé dur, même si c’est une filière à part, il faut identifier filière par filière les besoins de reconquête et de souveraineté. Ce sera aussi le déploiement du pacte en faveur de la haie, c’est un sujet qui me tient à cœur. Il faudra travailler sur la planification territoriale, avec les Régions, les opérateurs territoriaux, regarder les changements opérés par le dérèglement climatique territoire par territoire, et comment on arrive à embarquer, nous sommes souvent nombreux à dire ça, nos agriculteurs dans ces transformations. J’ajoute le point de la question forestière. Notre Ministère est celui de l’agriculture et de la forêt. C’est-à-dire le ministère de la biomasse. Ou ailleurs, si je peux dire, un peu la mer, sans doute. Mais en tout cas, l’essentiel est là, sur terre, pour ne pas dire la totalité. Nous avons aussi besoin de nous solidifier sur cette question et de montrer ce qu’on est capable de faire et de challenger ceux qui pourraient avoir, ils ne sont pas nombreux, tendance à dire : je vais aller me servir dans le monde agricole de ce dont j’ai besoin sans penser un peu à la question de la répartition de la valeur et de la rémunération. Je peux me tromper ! Mais en tout cas, il faut être vigilant et je nous invite à l’être sur la question de la biomasse. Les agriculteurs, les forestiers , ils doivent y trouver leur rémunération, sinon, on aura un mal de chien. On doit donc travailler sur la production de biomasse sur ce que nous pouvons apporter, sur les matériaux, les énergies, en substitution des énergies fossiles, et je souhaite donc que 2024 nous permette d’avancer sur la gouvernance de la biomasse et de remettre un peu, pardon de cette expression rurale, l’église au milieu du village, que chacun retrouve les repères qui doivent être ceux qui sont nécessaires sur cette question de la biomasse. C’est un élément évidemment très important. Nous aurons besoin de travailler là-dessus avec le monde agricole et forestier, avec le monde aussi de l’agroalimentaire, j’y reviens en conclusion. L’année 2024 sera aussi l’année, mais tout ça est un process continu, et au fond, la capitalisation de tout ça, c’est le pacte et la loi d’orientation agricole, et je voudrais saluer qui se sont mobilisés pour qu’on ait un pacte et une loi. Un pacte pour construire une vision d’ensemble et pour dire aux agriculteurs ce qu’on souhaitait. J’entends les sujets de cohérence, donc, montrer la cohérence de nos politiques publiques, souveraineté, transition, installation des jeunes, nous avons un texte qui sera présenté aux prochains conseil des Ministres, l’un des deux prochains, le temps quand même que le nouveau Premier ministre puisse prendre ses marques et que j’aie un échange avec lui sur ce sujet, mais hier, il a évoqué cette question et la volonté que ce soit un des premiers textes qui soit celui du travail que l’on a aura à mener ensemble. Ce texte a donc vocation à assumer la souveraineté, faire émerger une nouvelle génération autour d’un certain nombre d’engagements, ça vise aussi à préparer plutôt que subir, à anticiper, et que cela permette d’une certaine façon de réconcilier et de retrouver la fierté à laquelle j’appelais tout à l’heure. L’esprit des mesures du pacte sont autour d’un certain nombre de sujets, je n’en cite que quelques-uns, la police de sécurité sanitaire, c’est un élément de confiance, l’ouverture de nos fermes aux écoles et aux collèges, on a besoin de retisser un lien… Ce n’est pas que par cette ouverture, mais c’est un élément aussi pour retrouver du lien, au-delà de la démographie, qui est importante, les plans de démographie, aussi, l’élevage et la simplification, c’est là-dessus qu’il faut évidemment que nous travaillions. Je finis en disant que, travailler sur les questions environnementales, sur des agricultures encore plus respectueuses des sujets environnementaux, d’abord, rappeler que nous avons une des agricultures parmi les plus respectueuses de l’environnement, dire cela, c’est dire aux agriculteurs qu’on peut être fier du travail qu’ils ont fait depuis des années. Par exemple, d’aller… je ne sais pas pourquoi j’allais dire « le Pérou » parce que c’est une expression consacrée… il n’y a pas besoin d’aller très loin pour constater que notre agriculture est performante, pourtant dans des conditions de contraintes importantes. Mais si nous voulons aller plus loin sur un certain nombre de sujets environnementaux, de biodiversité, de décarbonation, ça aura un coût, et parce que ça aura un coût, ça aura un prix, et au moment où se clôture la première séquence des négociations commerciales, vous dire qu’ici, vous aurez un Ministre et un Ministère, mais vous le savez, qui défendent comme horizon l’idée que ça a un coût, et que, donc, ça a un prix. Il faut arrêter la symbolique d’une valeur qu’on accepte de dégrader pour l’agriculture. Pourquoi tout aurait un prix et un coût sauf la question agricole ? Pourquoi, à chaque fois qu’il y a un sujet inflationniste, quand ce n’est pas le seul sujet qui préoccupe nos concitoyens, parce que ça touche leurs déplacements, les autres biens, pourquoi ça touche à chaque fois le sujet agricole ? Il y a un sujet de représentation. Il faut donc mener ce combat qui est un combat du juste prix. Je n’ai nulle intention de nourrir, et je sais que, parfois, certains les cherchent, et ils les trouvent, parce que, parfois, on me trouve aussi, quand on me cherche, mais je ne vais pas passer l’année à nourrir les polémiques ; sur la rémunération, il y a une loi qui doit être appliquée et une chaîne alimentaire qui doit être respectée. On ne peut pas se comporter en mauvais patriote alimentaire ou agroalimentaire. Quand on est des structures françaises, on a besoin de penser dans ce registre-là, ça veut dire qu’on pense quand même qu’il faut que chacun gagne sa part pour que chacun puisse continuer. Et je ne peux pas me retrouver avec des transformateurs, des distributeurs qui me disent qu’il n’y a plus de matière. Peut-être que c’est parce qu’il y avait des gens qui ne trouvaient plus leur équilibre économique !

Parce que, au bout, je le dis, si on n’est pas capable d’assurer la souveraineté alimentaire du pays et de l’Europe, c’est très dangereux en termes de liberté. Quand vous dépendez de gens qui ne sont pas toujours vos amis pour vous alimenter, vous êtes à leur merci.

Et je n’ai pas du tout envie que notre pays, que notre continent soit à la merci des dictateurs lointains ou éphémères, provisoires ou de long terme, dans le moment qu’on traverse. Il me semble que c’est un élément important. C’est ça que l’on doit traduire et que l’on doit transformer cette année. Voilà ce que je voulais vous dire en quelques mots… Non, en des mots assez longs… L’année 2024 va être une année européenne aussi sur les questions électorales. Je ne donne aucun conseil de vote, ce n’est pas la place d’un Ministre. Je dis juste une chose : réfléchissons collectivement, regardons ce que parfois nos adversaires souhaiteraient que l’on fasse. Qu’est-ce que nos adversaires sur la planète souhaiteraient qu’on fasse ? Je suis sûr que ça va éclairer nos concitoyens. Ça simplifie les choses de penser comme ça : qu’est-ce que nos adversaires voudraient qu’on fasse ? Il me semble que c’est un élément très important. Avant de passer au moment de convivialité, je voudrais saluer celles et ceux qui nous ont permis, en particulier les producteurs bretons, le lycée de la mer et du littoral de Charente-Maritime… Ce n’est pas breton, ça ne m'a pas échappé ! Mais je voudrais saluer les producteurs bretons, car un certain nombre n’ont pas pu venir pour un certain nombre de raisons, non, la Bretagne n’a pas annexé le Poitou-Charentes ni le reste ! Avec la présence de l’exploitation ostréicole, je voudrais saluer les producteurs normands présents avec nous également, deux brasseurs également qui sont là avec nous. Et enfin, les représentants des producteurs de fromage… Ce sont des noms qui sonnent un peu breton, quand même !

Et les vignerons indépendants. Ce n’est pas en Bretagne, c’est ailleurs.

J’ai oublié un peu la brousse, mais on a bien dû amener du pain, quand même ! On amène l’essentiel, on a amené le pain ! Non, ce n’est pas que l’essentiel ! Je veux vous souhaiter à toutes et à tous une excellente année 2024. Nous ne manquons pas de conviction et d’idées à porter. C’est une année où il faut porter la fierté des combats que nous menons, y compris dans les divergences que l’on pourra avoir. Vous aurez en tout cas un Ministre qui va porter résolument la fierté qui est la sienne et résolument, la fierté d’être aux côtés, parfois devant des agriculteurs, pour essayer de leur tracer un chemin et leur dire notre fierté de travailler pour eux car travailler pour eux, c’est travailler pour nous et travailler d’une certaine façon pour la France. Merci à toutes et à tous et bonne année.

J’ai oublié… Les soixante ans du salon de l’agriculture !

Tout ça pour vous dire qu’on va se revoir là pour partager un verre de l’amitié, mais on se revoit dans six semaines dans un autre cadre. Merci à toutes et à tous.